

Organisations syndicales, enseignants: Blanquer rencontre tout azimuth sur les retraites

Paris, 13 déc. 2019 (AFP) -

Jean-Michel Blanquer accélère les discussions sur les retraites: il reçoit à partir de vendredi des organisations syndicales, qui réclament "du concret" depuis des semaines, avant de rencontrer des enseignants à Nancy aux côtés d'Edouard Philippe.

"Depuis longtemps nous demandons que s'ouvrent de vraies négociations. Cela fait des semaines qu'il faut que nous parlions chiffres avec le ministère car là nous sommes dans un flou total sur les revalorisations", déplore Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-Unsa, qui sera reçu vendredi matin.

Edouard Philippe a assuré mercredi que le niveau des pensions des enseignants sera "sanctuarisé" et que seront engagées "avant la fin du quinquennat les revalorisations nécessaires pour maintenir le niveau des pensions" des enseignants. Cela se fera "progressivement et nous commencerons dès 2021", a-t-il dit.

Dans la foulée, Jean-Michel Blanquer garantissait de son côté que les pensions des enseignants "ne baisseront pas" et que c'est l'occasion "d'améliorer les rémunérations des professeurs car il y a des retards quand on se compare à d'autres pays européens".

Le ministre a assuré que l'effort le plus important se portera sur les primes mais que leur montant et leur rythme d'augmentation supposent "un dialogue social".

"Les primes, d'accord, mais il faut qu'elles soient accordées à tous les enseignants", demande Francette Popineau, secrétaire générale du Snuipp-FSU, premier syndicat du primaire.

Pour tenter de poursuivre leurs efforts d'apaisement d'une profession très mobilisée au sein du mouvement social, le Premier ministre et Jean-Michel Blanquer se rendront vendredi soir à Nancy à la rencontre d'enseignants pour un échange sur la réforme des retraites.

- "Impossibilité d'attendre fin juin" -

"Malgré les engagements solennels du Premier ministre mercredi, puis ceux de Jean-Michel Blanquer, le fait qu'ils n'y ait aucune donnée chiffrée fait penser aux enseignants qu'il y a un piège", a poursuivi Stéphane Crochet, demandant à ce que ce rendez-vous ne soit "pas une énième réunion de rencontre".

Il a expliqué l'"impossibilité d'attendre la fin du mois de juin pour avoir des décisions sur la table: il nous faut du concret avec un calendrier, les différentes étapes, le montant de l'enveloppe des revalorisations, sur combien d'années, et tout cela dès la première réunion", a lancé Stéphane Crochet.

Selon lui, les dernières prises de parole du gouvernement n'ont fait que "faire grandir le sentiment de défiance et d'inquiétude" chez les enseignants.

"Mais que signifie réellement le fait de sanctuariser le niveau des pensions?", s'interroge de son côté le président du Syndicat national des lycées et collèges (Snalc), Jean-Rémi Girard. "Il est nécessaire de clarifier la revalorisation des enseignants qui ne peut pas se faire avec des contreparties, nous le refusons", a-t-il dit. Le Snalc sera lui reçu lundi.

Autre point de tension, le fait "de repenser" le métier d'enseignant. Jean-Michel Blanquer a en effet évoqué "l'organisation du travail" des enseignants, citant de manière très évasive des contreparties possibles. Un thème qui a du mal à passer côté syndicats.

"Discuter du métier d'enseignant n'est pas vraiment le sujet de cette réforme, le sujet qui en découle est que les profs sont mal payés, un point c'est tout", a martelé Jean-Rémi Girard.

"Ce qui nous inquiète, c'est que cette réforme servirait à repenser notre métier, et donc travailler plus sans gagner plus, alors que par exemple nous travaillons déjà 20 jours sur l'ensemble de nos vacances", ajoute Francette Popineau, qui prévient que "la balle est désormais dans le camp du ministère".

asm/blb/ao

Afp le 13 déc. 19 à 06 48.